

Editorial

Tout au fond du verre, la violence

Judith Mayencourt

Cheffe de la rubrique Suisse



Derrière une femme battue, il y a donc un mari qui taquine de trop près la bouteille. Etude officielle à l'appui, le cliché populaire se vérifie... près d'une fois sur deux en Suisse! Le chiffre est d'autant plus effrayant qu'il n'avait jusqu'ici jamais été évoqué dans les différentes campagnes de sensibilisation à l'alcool.

Depuis plusieurs années, les dangers liés à l'abus de boisson sont devenus un thème de préoccupation prépondérant. Mais surtout lorsqu'ils concernent les jeunes et leurs débordements dans l'espace public: tapage nocturne, biture express, coma éthylique et autres bagarres de rue.

Là, on n'hésite pas à réclamer une politique beaucoup plus répressive de la part de l'Etat.

L'alcoolisme au quotidien, celui-là même qui brise des familles et conduit des milliers de femmes à l'hôpital, reste le tabou d'entre les tabous, comme si évoquer le problème était déjà une manière de mettre en cause les producteurs et les amateurs de bon vin. On se souvient des batailles épiques au parlement pour baisser de 0,8 à 0,5‰ le taux d'alcool au volant. La mesure allait faire mourir des milliers de restaurateurs, assurait-on à l'époque. Aujourd'hui, on se félicite plutôt d'avoir ainsi vu baisser le nombre de morts sur les routes.

«Un débat décomplexé sur la place de l'alcool dans la vie quotidienne doit maintenant s'ouvrir»

A la lumière des chiffres présentés hier, c'est un débat décomplexé sur la place de l'alcool dans la vie quotidienne qui doit maintenant s'ouvrir. Et les Suisses y sont prêts. Dans de nombreuses entreprises, on a déjà banni bière et vin à la cafétéria. Non pour punir les consommateurs mais pour rendre à l'alcool sa juste place: celle d'un plaisir à déguster avec modération. Pour diminuer les risques, il faut agir sur le prix et l'accès au produit. La loi sur l'alcool est en chantier, c'est donc le moment ou jamais d'agir. Le bien commun et la nécessité de protéger les plus faibles valent bien quelques grincements de dents chez les professionnels.

Page 5

Burki Les abeilles devront affronter les insecticides jusqu'à fin 2013



Débat Pour ou contre la révision de la loi sur l'asile?

La Suisse doit privilégier les victimes de conflits

L'invitée

Véronique Hurni
Députée
libérale-radical



La détention administrative des requérants d'asile qui n'ont pas de passé pénal peut choquer. Mais il importe de savoir pourquoi elle a lieu.

Notre procédure d'asile se déroule en plusieurs étapes à partir du dépôt de la demande dans l'un des cinq centres d'enregistrement fédéraux. Après un premier examen de celle-ci, le requérant est attribué à un canton. Puis l'Office fédéral des migrations procède à une série d'auditions et rend sa décision. Il est possible de recourir contre ses conclusions, et cela se fait fréquemment.

Lorsque le requérant a épuisé toutes les voies de recours et que le renvoi devient exécutoire, les Cantons doivent pouvoir l'organiser rapidement. C'est dans cette perspective que les personnes déboutées sont placées en détention administrative.

Les établissements qui les accueillent ne sont pas à proprement parler des prisons. Ils ont certes un périmètre fermé et délimité, mais les chambres sont ouvertes du matin au soir. Des activités sont organisées. Les détenus peuvent librement cuisiner leur nourriture et même gagner un peu d'argent dans des ateliers.

Dans les cantons signataires du Concordat latin, dont celui de Vaud, les mineurs ne sont pas placés en détention administrative, bien que la loi le permette. Les familles non plus. Cette détention concerne donc surtout des hommes, dont une grande partie ont des antécédents judiciaires. Le coût d'une journée de détention administrative est évalué à 300 francs.

Il manque à l'heure actuelle en Suisse environ 250 places de détention administrative. Genève étudie la création d'une centaine de places mais, selon l'ODM, la réforme du droit d'asile pourrait entraîner le besoin de 500 à 700 unités supplémentaires.

Une petite moitié des demandeurs d'asile déboutés acceptent de partir avec une aide au retour, ce qui est généreux de la part de notre pays. Se contenter d'assigner les autres à résidence, c'est courir le risque qu'ils disparaissent dans la nature.

Si la révision de la loi sur l'asile est adoptée le 9 juin, nous devrions rencontrer moins de problèmes: elle prévoit des procédures accélérées, la création de centres spécifiques pour les requérants d'asile récalcitrants et l'obligation de signaler, dès le dépôt de la demande, toute atteinte à la santé qui pourrait s'avérer déterminante dans le cadre de la procédure d'asile ou de renvoi.

«Les procédures seront accélérées, et il y aura des centres pour requérants récalcitrants»

Pour éviter que notre pays soit confronté à de longues procédures d'asile, source d'instabilité tant pour les requérants que pour le citoyen, nous devons traiter les demandes et exécuter les renvois de manière accélérée. La Suisse doit garder un potentiel de places d'accueil pour des réfugiés provenant de pays vraiment en guerre, et ne plus accepter les réfugiés économiques sous peine de mettre sa stabilité en péril. Il faut donc approuver les modifications urgentes de la loi sur l'asile.

Ces mesures urgentes ne résoudront rien

L'invité

Mazyar Yosefi
Président
du Parti socialiste
d'Epalinges



Le peuple suisse est appelé à se prononcer le 9 juin sur une nouvelle révision de la loi sur l'asile. Depuis plusieurs années, cette loi va de durcissement en durcissement; si nous continuons ainsi, elle pourra bientôt être supprimée intégralement. Or aucune de ces modifications n'empêchera les gens de fuir la misère et les guerres. Aucun mur, aucun barbelé n'a jamais retenu un être humain déterminé à trouver des conditions de vie plus sûres et plus décentes.

Hélas, pris en otage par les pressions de l'UDC, le Conseil fédéral cède à chaque fois.

Les mesures urgentes introduites cette fois-ci ne résoudront rien. Au contraire, elles contribuent à vider le droit d'asile de sa substance. Laisser derrière la porte de nos ambassades les hommes et les femmes qui ont besoin d'un refuge ternira encore l'image de la Suisse, pays neutre avec une tradition humanitaire. Imaginons un instant de nous retrouver dans leur situation, acceptons-nous d'être humiliés ainsi?

Supprimer le droit d'asile pour les déserteurs qui risquent d'être persécutés dans leur pays montre aussi que les partis populistes sont, en réalité, plutôt contre une immigration «légale» et qu'ils privilégient une immigration «illégal» pour ensuite en tirer profit et attiser les haines.

Les partis populistes, UDC en tête, tendent à focaliser l'opinion sur des questions sécuritaires plutôt que sur de vrais débats de société. L'amalgame entre étrangers et criminalité bat

aussi son plein dans cette campagne. L'invasion d'étrangers annoncée dans les discours alarmistes est un fantasme. Alors qu'il y a plus de 42 millions de personnes déplacées chaque année dans le monde pour des raisons politiques, les requérants d'asile ne représentent en Suisse que 0,5% de la population.

Engagé politiquement, je garde à l'esprit les préoccupations de mes concitoyennes et concitoyens. La précarité, le chômage, le logement ou encore les primes maladie sont des sujets importants qui les concernent. Toutefois aucun de ces problèmes ne sera résolu par les modifications de la loi sur l'asile! Rappelons que les partis qui luttent contre les étrangers sont aussi ceux qui refusent systématiquement toutes les mesures en faveur des salariés, des familles, des personnes à l'AI ou des locataires.

La question de l'asile nous concerne toutes et tous. Savoir comment intégrer les requérants chez nous devrait

«Les partis opposés aux étrangers sont aussi ceux qui refusent toute mesure sociale»

susciter plus d'intérêt que de savoir comment les éloigner encore plus.

Il faut changer de cap. Et plutôt que de durcir la loi chaque année, créer une vraie politique migratoire. Il s'agit aussi d'établir des procédures d'asile équitables et courtes, accompagnées d'une protection juridique. Ainsi qu'un hébergement digne de ce nom, avec un encadrement professionnel.

Il faut dire non le 9 juin à l'exclusion et à la xénophobie, et s'engager pour les droits de celles et ceux qui ont besoin de notre protection.



24heures.ch
Aujourd'hui sur notre site



Dans la rubrique High-tech

Logitech lance UE Boom, un nouveau haut-parleur sans fil conçu pour l'extérieur, de la taille d'une cannette de bière. boom.24heures.ch



Dans nos galeries

Il y a trente ans, l'Institut Pasteur annonçait la découverte du sida. Depuis, la maladie a fauché 30 millions de vies. sida.24heures.ch